

 <p><b>l'Assurance Maladie</b> Agir ensemble, protéger chacun</p> <p>Aisne</p>	<p>ACHETEUR Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne 29, Boulevard Roosevelt 02323 SAINT-QUENTIN CEDEX</p> <p><a href="http://www.ameli.fr">www.ameli.fr</a></p>
---	--

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

### MARCHE DE SERVICES N° 2025-11

---

### Accord-cadre pour la réalisation des prestations des Centres d'Examens de Santé (CES) – Relance de la consultation n°2025-05

---

## Sommaire

<b>Lexique des sigles .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 1 – Organisation et missions des CES en matière de prévention et d'éducation thérapeutique .....</b>	<b>3</b>
1.1. Missions des CES .....	3
1.2. Organisation en réseau des CES .....	3
1.3. L'organisation interne des CES .....	4
1.4. L'offre en prévention des CES .....	4
1.4.1. L'examen de prévention en santé .....	4
1.4.2. L'éducation en Santé .....	4
1.4.3. L'éducation thérapeutique du patient ETP .....	5
1.4.4. Mon bilan prévention (MBP) .....	6
1.5. L'offre de prévention et le rôle de la CPAM de l'Aisne .....	6
1.5.1. L'offre de prévention et d'éducation thérapeutique sur le territoire .....	6
1.5.2. Le rôle de la CPAM de l'Aisne .....	6
<b>Article 2 – Objet du marché .....</b>	<b>6</b>
2.1. Le cadre général et les attentes .....	7
2.1.1. Invitation des publics cibles .....	7
2.1.2. Contenu de l'examen de prévention en santé .....	7
2.1.3. Nombre d'activité .....	11
2.2. Variantes .....	12
2.2.1. Exigences minimales .....	12
2.2.2. Modalités de présentation .....	12
<b>Article 3 – Moyen et ressources .....</b>	<b>12</b>
3.1. Locaux mis à disposition .....	12
3.2. Mobilier .....	13
3.3. Matériel médical .....	13
3.4. Ressources humaines .....	13
<b>Article 4 – Organisation du site .....</b>	<b>14</b>
4.1. Horaires d'ouverture .....	14
4.2. Démarrage de l'activité .....	14
<b>Article 5 – Obligation en matière de gestion .....</b>	<b>14</b>
5.1. Dispositions générales .....	14
5.2. Description des prestations et modalités de chiffrage .....	14
5.3. Sous Traitance .....	14
<b>Article 6 – Suivi de l'activité .....</b>	<b>15</b>
6.1. Rapport d'activité .....	15
6.2. Statistiques .....	15
6.3. Instance de suivi et de coordination .....	15
<b>Article 7 – Qualité de service .....</b>	<b>16</b>
7.1. Accueil du public .....	16
7.2. Démarche qualité .....	16

**Lexique des sigles**

Sigle	Définition
<b>ARS</b>	Agence Régionale de Santé
<b>CNAM</b>	Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
<b>CPAM</b>	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
<b>COP</b>	Contrat d'Orientations Pluriannuelles
<b>DGOS</b>	Direction Générale de l'Offre de Soins
<b>DMP</b>	Dossier Médical Partagé
<b>EPS</b>	Examen de Prévention en Santé
<b>ETP</b>	Éducation Thérapeutique du Patient
<b>HAS</b>	Haute Autorité de Santé
<b>PMSI</b>	Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information
<b>PRS</b>	Projet Régional de Santé
<b>SAGES2</b>	Système Automatisé de Gestion des Examens de Santé 2
<b>SIR</b>	Système d'Information Régional
<b>T2A</b>	Tarification à l'Activité
<b>MES</b>	Mon espace santé
<b>Le consultant</b>	l'assuré venant passé un EPS

**Article 1 – Organisation et missions des CES en matière de prévention et d'éducation thérapeutique****1.1. Missions des CES**

Les centres d'examens de santé (CES) du régime général de l'Assurance maladie constituent un des leviers de l'action de prévention de la Caisse nationale d'Assurance maladie (CNAM), en complément de l'action du corps médical, et notamment du médecin traitant.

En effet, les CES proposent en particulier des examens de prévention en santé (EPS) aux assurés sociaux du régime général selon une périodicité adaptée à leur situation et coordonnent leurs actions dans le respect des engagements pris dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAM pour la période 2023-2027.

Les missions des CES s'articulent autour de deux orientations majeures :

- ✓ développer la prévention auprès des populations éloignées du système de santé ou fragilisées, ce qui implique un ciblage renforcé dans les actions d'invitation à la réalisation d'un examen de prévention en santé, mais aussi le développement de l'information et de l'accompagnement des personnes accueillies pour un meilleur usage de l'offre de soins et de la prévention dans d'autres types d'accompagnement,
- ✓ apporter un soutien au médecin traitant en matière de prévention et de prise en charge des pathologies chroniques au travers d'actions d'éducation en santé.

**1.2. Organisation en réseau des CES**

Les CES sont répartis sur l'ensemble du territoire national métropolitain et en Guadeloupe. Le réseau des CES compte une centaine de structures (sièges, antennes et sites délocalisés).

Il existe une offre d'examens de prévention en santé sur le territoire axonais compte tenu des besoins en présence :

- ✓ fragilité socio-économique et vieillissement de la population ;
- ✓ sous recours aux dispositifs de prévention ;
- ✓ fortes problématiques d'accès aux droits et aux soins.

Les CES sont gérés selon les grands types de structure suivants :

- ✓ les CES en gestion directe qui sont des services de leur CPAM. 60 % des CES sont en gestion directe ;
- ✓ les CES conventionnés qui sont gérés par un prestataire externe conventionné, qu'il s'agisse d'une association ou d'un centre hospitalier ;
- ✓ les Unions de Caisse qui proposent l'offre CES dans le cadre d'une organisation mutualisées pour les CPAM de leur territoire.

### **1.3. L'organisation interne des CES**

Composés d'une équipe pluridisciplinaire médicale (médecins, dentistes), paramédicale (infirmiers) et d'une équipe administrative, les CES réalisent notamment des EPS principalement au bénéfice des assurés les plus éloignés du système de santé et en situation de précarité.

Les CES contribuent aux actions de prévention de l'Assurance maladie (dépistages, rattrapage vaccinal, prévention des comportements à risques) et proposent des programmes d'éducation en santé, des entretiens individuels et des bilans prévention.

Acteurs de l'accès aux droits et aux soins, ils travaillent en étroite relation avec les autres services de la CPAM, en particulier le service prévention, la Mission accompagnement santé (MAS) et le service social.

### **1.4. L'offre en prévention des CES**

#### **1.4.1. L'examen de prévention en santé**

L'examen de prévention en santé (EPS) est un dispositif ouvert aux assurés sociaux du régime général. L'EPS s'appuie sur un référentiel national défini par la CNAM basé sur les recommandations nationales. Totalement pris en charge par l'Assurance maladie, il s'inscrit dans une politique de gestion du risque, notamment en matière de prévention. Adapté à l'âge, au sexe, aux facteurs de risques ainsi qu'au suivi médical habituel des assurés, il consiste en une exploration de l'état de santé de la personne. Il s'appuie sur un référentiel de pratiques, qui repose sur les recommandations médicales les plus récentes en matière de prévention (HAS).

Ce référentiel présente le périmètre socle du référentiel de pratiques de l'Examen de Prévention en Santé, c'est-à-dire les composantes de cet examen qui seront mise en œuvre dans l'ensemble des Centres d'examen de santé (CES).

Il regroupe :

- 1. Les problématiques de santé et de prévention, les objectifs poursuivis pour chacune d'entre elles et leurs critères de modulation ;**
- 2. Les examens, test ou questionnaires qui sont réalisés selon les situations (modulation selon âges et facteurs de risque).**

L'EPS constitue aussi un moment privilégié pour réaliser une action éducative en santé avec des conseils, voire ensuite en cas de repérage de facteurs de risques (tabac, alimentation...), des ateliers ou des consultations individuelles dédiés. C'est également l'occasion de faire un point sur les droits de l'assuré en partenariat avec les services d'accès aux droits et aux soins de la CPAM.

A la suite de l'EPS, le CES passe le « relais » au médecin traitant dans le cadre du parcours de soins coordonnés, des suivis et orientations.

#### **1.4.2. L'éducation en Santé**

En complément des Examens de Prévention en Santé (EPS), le CES proposera des :

- ✓ Actions collectives d'éducation en santé
- ✓ Entretiens individuels de prévention par thématique

Ces actions sont tenues dans une approche éducative et de sensibilisation qui donne l'occasion d'acquérir plus d'autonomie pour prendre soin de soi au quotidien.

Les thématiques abordées au cours des séances d'EES :

- ✓ Accès aux droits et aux soins
- ✓ Alimentation
- ✓ Conduites Addictives
- ✓ Vie affective et sexuelle
- ✓ Sommeil
- ✓ Hygiène bucco-dentaire
- ✓ Gestion du stress
- ✓ De nouvelles thématiques pourront être ajoutées au niveau national.

### **Les séances collectives**

Les séances peuvent avoir lieu en amont, pendant ou après l'EPS et sont spécifiques selon l'âge du public : jeunes de 16 à 25 ans ou séances dédiées aux plus de 16 ans et adultes.

Les séances collectives s'organisent sous forme d'ateliers regroupant un nombre restreint de participants. Durant généralement entre 30 min et 3 heures, elles sont animées par des intervenants professionnels formés pour l'occasion : médecins, infirmier(e)s diplômé(e)s d'État, diététicien(ne)s, nutritionnistes, psychologues. Un médecin coordonne la mise en place et le déploiement des séances collectives d'Education en Santé, dont une proposition de séances d'échanges de pratiques.

### **Les entretiens individuels de prévention (EIP)**

Les entretiens individuels (EIP) sont des entretiens éducatifs motivationnels. Ils peuvent être proposés en complément de l'Examen de Prévention en Santé. Il s'agit d'explorer une problématique identifiée au moment de cet examen telle qu'une addiction au tabac, à l'alcool, un trouble alimentaire, etc... pour des personnes ciblées sur facteurs de risque et organisés si possible le jour même dans le cadre d'une orientation.

Il ne s'agit pas de plusieurs consultations de suivi mais d'offrir la possibilité d'un approfondissement sur une thématique repérée lors de l'EPS. Ils sont réalisés par un infirmier sous supervision d'un médecin

#### **1.4.3. L'éducation thérapeutique du patient ETP**

Depuis 2008, les CES mettent en œuvre des programmes nationaux d'éducation thérapeutique du patient (ETP) : Diabète de type 2 (DT2), BPCO, asthme et facteurs de risque cardiovasculaire.

Il s'agit de programmes ambulatoires, associant le médecin traitant à toutes les étapes du programme (accord pour l'entrée, synthèses et information pour l'aider à la prise en charge de son patient).

L'intérêt de ces programmes a été mis en avant par des évaluations positives, sur la satisfaction des patients, des médecins traitants et sur l'évolution de certains paramètres, notamment liés aux changements de comportement et aux habitudes de vie :

L'ETP peut être proposé aux assurés à partir de 18 ans selon des critères d'éligibilité.

L'accès au programme se fait via l'EPS soit en accès direct, soit par le médecin traitant qui peut adresser le patient au CES avec le document de son choix ou contacter directement le CES.

.

L'équipe ETP du CES doit être composée d'au moins 2 professionnels de santé dont au moins 1 médecin intervenant ou non. Au préalable, une formation de 40 heures est requise pour chacun des professionnels de santé effecteurs de cette offre.

Il existe actuellement au CES de l'Aisne un programme d'ETP-DT2.

#### **1.4.4. Mon bilan prévention (MBP)**

MBP est un bilan de prévention qui est actuellement en expérimentation dans quelques CES et qui a vocation à être généralisé. La généralisation de cette nouvelle offre portée par les IDE est prévue fin 2025-début 2026. La comptabilisation de cette prestation sera incluse dans les objectifs EIP proposés jusqu'à la fin du marché.

A cet effet un avenant pourra être ajouté en complément afin d'en préciser les modalités d'application.

### **1.5. L'offre de prévention et le rôle de la CPAM de l'Aisne**

#### **1.5.1. L'offre de prévention et d'éducation thérapeutique sur le territoire**

Il existe de multiples initiatives locales en matière de prévention mais il apparaît que peu de structures interviennent aujourd'hui de façon transversale et à l'échelle départementale.

Les autres acteurs sont spécialisés sur des thématiques : cancers, addictions, protection maternelle et infantile, planification familiale, prévention perte autonomie, CMP... ou bien dédiés à des territoires restreints (contrats locaux de santé, structure exercice coordonné, etc.).

Il existe par ailleurs divers lieux ressources (centre de santé jeunes, planning familial, centres médicaux-sociaux, centre de vaccination...) non polyvalents et/ou restreints à un territoire.

Pour les patients porteurs de pathologies chroniques, divers programmes d'éducation thérapeutique sont autorisés sur notre territoire, des programmes sont proposés en ambulatoire ou portés par des établissements, donc généralement déployés pendant les périodes d'hospitalisations des patients.

Les acteurs de la prévention en capacité de porter des sujets transversaux sur l'ensemble du territoire axonais sont notamment l'ARS, la CPAM via les CES et les partenaires.

#### **1.5.2. Le rôle de la CPAM de l'Aisne**

Au sein de la CPAM de l'Aisne, les ressources identifiées sont à la fois le service Prévention et le service Accès aux soins. La responsable du pôle PAAOS (Pôle Accompagnement des assurés et des offreurs de soins) pilote ou contribue aux projets de prévention et d'accès aux droits et aux soins du territoire, prioritairement dans un rôle de facilitatrice, formatrice et accompagnatrice des partenaires.

Fort du constat d'une certaine dispersion de l'offre, la CPAM a initié depuis plusieurs années des réflexions multi-partenariales afin de coordonner les actions de prévention, d'apporter de la lisibilité sur les dispositifs proposés et de soutenir les partenaires.

L'animation et/ou le pilotage de ces instances permet à la CPAM d'entretenir un fort réseau partenarial prévention afin de s'appuyer sur les structures existantes pour relayer ses messages.

Pour ce faire, la CPAM propose la formation des professionnels sur ces sujets et la mise à disposition de moyens financiers (via les appels à projet du Fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaire) ou méthodologiques (accompagnement à la mise en place de projet).

## **Article 2 – Objet du marché**

Dans l'optique d'une continuité d'activité CES, la CPAM de l'Aisne souhaite contractualiser avec une structure qui dispensera l'offre de prévention CES articulée autour de son cœur de métier à savoir l'EPS auprès du public prioritaire, les populations vulnérables ou éloignées du système de santé,

L'ensemble de ces missions sera coordonné avec les services en charge de la gestion du risque (accompagnement des offreurs de soins et accompagnement en santé), les services en relation avec les assurés (accueil et plateforme de service) et avec le service médical.

Ces offres seront proposées en articulation avec les partenaires locaux, notamment les professionnels de santé libéraux, et en cohérence avec les actions inscrites dans les contrats locaux de santé et dans les projets de santé des structures d'exercice coordonné.

## 2.1. Le cadre général et les attentes

Les prestations tant quantitatives que qualitatives attendues par la CPAM de l'Aisne sont définies et négociées entre la CNAM et la CPAM de l'Aisne puis formalisées dans un Contrat d'orientations pluri-annuelles (COP) signé par les deux parties.

Il est mentionné dans le COP pour les EPS, la cible à atteindre en nombre et taux d'assurés précaires selon le score individuel de précarité EPICES...L'ensemble des dispositions convenues sur le versant qualitatif et des modalités d'approche populationnelle dans le cadre du COP sera détaillé au sein d'une convention complémentaire au futur marché.

### 2.1.1. Invitation des publics cibles

Le ciblage des assurés est opéré par la CPAM de l'Aisne sur les bases de l'Assurance Maladie. La CPAM de l'Aisne mettra à disposition du titulaire la liste nominative des assurés auxquels le titulaire enverra une invitation. La transmission de données nominatives se fera selon des modalités d'échanges sécurisés.

Par ailleurs, les recrutements peuvent être opérés via d'autres sources (institutionnelles, associatives, etc.) en lien avec les partenaires privilégiés de la CPAM, qui accompagnent une part importante de personnes en situation de vulnérabilité sociale. Des séances ou campagnes de promotion de l'EPS seront également conduites en amont, au nom de l'Assurance maladie avec le logo de la CPAM.

Les structures candidates préciseront les modalités de recrutement et d'invitation, alinéa 3 de l'offre technique.

### 2.1.2. Contenu de l'examen de prévention en santé

L'EPS, incluant les modulations populationnelles pour les jeunes (16-25 ans) et seniors (60 ans et plus), doit être réalisé conformément au référentiel de pratiques de l'EPS en vigueur. Il comprend a minima l'ensemble du socle.

Les thématiques ont été retenues en lien avec les principaux enjeux de santé publique. Elles constituent le périmètre socle commun à tous les CES.

L'ensemble du référentiel et ses mises à jours sont mises à disposition des professionnels sur le site CESNET du Cetaf. Les mises à jour font l'objet d'une information des structures qui devront les mettre en place dans l'année qui suit les modifications.

Le référentiel de pratique de l'EPS peut être mis à jour suite à de nouvelles recommandations médicales. Les prestataires s'engagent à suivre les évolutions de l'EPS sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant, dès lors que la modification consiste en une adaptation liée aux recommandations médicales, sans impact pour la structure quant au personnel à mobiliser.

Les structures candidates préciseront les modalités d'accueil des consultants, alinéa 5 de l'offre technique.

## Examens cliniques et paracliniques

L'EPS devra comprendre les examens suivants ; ceux-ci devront être modulés selon l'âge, le sexe et les facteurs de risque du consultant :

- ✓ exploration de l'état de santé et examens paracliniques comprenant:
  - des examens biologiques : sang,
  - des mesures biométriques ;
  - un électrocardiogramme ;

- une spirométrie ;
- une mesure de l'acuité visuelle et auditive ;
- examen bucco-dentaire ;
- ✓ un examen clinique d'une durée moyenne de 20 à 30 minutes modulable en fonction du profil du consultant ;
- ✓ la vaccination de rattrapage
- ✓ dans le cadre du dépistage organisé : un examen gynécologique (frottis), la remise d'un KIT DOCCR, la remise d'un bon de dépistage pour le cancer du sein

L'EPS doit comprendre de façon incontournable :

- ✓ La remise commentée des résultats,
- ✓ Un entretien médical avec le médecin portant notamment sur les éléments d'éducation pour la santé,
- ✓ La biométrie
- ✓ L'examen buccodentaire

L'EPS comprendra de façon modulable un ECG, une spirométrie, un froti selon les besoins du consultant.

L'organisation projetée sera décrite de façon détaillée dans l'alinéa 3 de l'offre technique.

## Biologie

Les prélèvements biologiques et cytologiques devront suivre les règles de conservation des échantillons tels que prévus dans le contrat entre la CPAM et le laboratoire de ville qui va réaliser l'analyse des examens biologiques prescrits par le(s) médecin(s). Les examens de biologie sont facturés directement à la CPAM par le laboratoire et ne sauraient faire l'objet d'une prise en charge en sus par le Titulaire.

Les résultats seront transmis au Titulaire dans un délai de 48 heures maximum.

Le laboratoire qui réalise les examens biologiques se conforme aux directives techniques présentes et futures de la CNAM :

- ✓ se prête aux différents contrôles de qualité réglementaires ou préconisés par la CNAM ;
- ✓ utilise les techniques ou les méthodes recommandées pour les centres d'examen de santé par l'AM ;
- ✓ télétransmet les résultats dans le système SAGES 2 dans le respect du cahier des charges et selon des modalités permettant de garantir la confidentialité des données ;
- ✓ fournit les éléments nécessaires pour extraire les statistiques sur les résultats des analyses et les populations ;
- ✓ fournit une copie de l'accréditation réalisée par le Cofrac.

Les procédures de recueil et de transmission des prélèvements vers le laboratoire feront l'objet de contrôles réguliers permettant de valider les règles de sécurité en matière de prélèvement.

Le Titulaire est responsable des prélèvements et de leur conservation. Il veillera au strict respect des normes définies pour chaque examen biologique. Les procédures de recueil et de transmission des prélèvements seront décrites dans l'offre technique alinéa 3.

Le Titulaire fournira chaque année les attestations permettant de valider les règles de sécurité en matière de prélèvement.

## Education pour la santé et prévention

L'EPS constitue un moment privilégié pour une action centralisée, polyvalente et structurée en éducation en santé avec un accompagnement et, si besoin, une orientation (vers le médecin traitant, partenaire, etc.) en cas de repérage de facteurs de risque (tabac, nutrition, sédentarité...) ou de pathologies.

Au cours de l'examen, différents types de dépistage sont envisagés selon le sexe et l'âge du consultant : cancer du sein, cancer du col utérin... Le Titulaire assurera la promotion des campagnes de dépistages organisées, communiquera des informations sur les structures partenaires, pourra guider sur une prise de rendez-vous.

La prévention est faite par les professionnels de santé (médecins, chirurgiens-dentistes et infirmiers) lors de l'examen et est adaptée au regard des besoins et des comportements en santé de la personne sous forme d'informations, de conseils, d'orientation.



Les professionnels de santé du CES pourront ensuite encourager les consultants à participer aux ateliers collectifs d'éducation en santé proposés sur différentes thématiques (surpoids, activité physique, addictions, etc.). Le Titulaire du marché devra mettre en œuvre au moins 2 actions d'éducation en santé en 2025, puis au moins 5 en 2026 et 2027.

Par ailleurs, le Titulaire du marché devra proposer dans son offre la réalisation annuelle d'entretiens individuels de prévention – EIP (150 la première année, 700 la deuxième, 1000 la troisième), soit avec un dentiste sur la santé bucco-dentaire (repérage des pathologies bucco-dentaires et intervention éducative bucco-dentaire de prévention), soit avec un infirmier sur les autres thématiques.

Lors de cet entretien, les professionnels de santé pourront également :

- ✓ Détecter un renoncement au soin et orienter vers la mission accompagnement santé de la CPAM ;
- ✓ Orienter vers les structures du territoire ;
- ✓ Remettre des flyers informatifs.

En outre, le Titulaire du marché proposera, des ateliers collectifs et des consultations individualisées pour accompagner l'arrêt du tabac :

- ✓ Ateliers tabac collectifs.  
Mise en œuvre du programme « Tabac, ici commencez à arrêter », dispositif qui vise à augmenter l'offre de sevrage tabagique. Cette action, conduite avec la société francophone de tabacologie, permet aux tabacologues de recevoir les consultants vus lors de l'EPS et souhaitant arrêter de fumer pour leur proposer une prise en charge individualisée.

Enfin, le Titulaire du marché est un relai des campagnes thématiques menées par la CNAM : affichage prévention dans le hall d'accueil, mise à disposition de dépliants et brochures pour les consultants, remis et commentés par le médecin examinateur ou lors de l'EIP, etc.

Les structures candidates détailleront dans l'alinéa 1 de l'offre technique les moyens humains mis en œuvre en coordination avec la CPAM de l'Aisne dans les domaines de l'éducation pour la santé, de la prévention et du dépistage. Elles décriront en alinéa 3 de l'offre technique les modalités retenues pour la mise en place des entretiens individuels approfondis de prévention, pour les ateliers collectifs d'éducation en santé et tabac, et pour la mise en œuvre du programme « Tabac, ici commencez à arrêter ».

### Transmission des résultats

Le médecin ayant vu le consultant rédige un compte-rendu et une synthèse de l'EPS reprenant les différents éléments cliniques, paracliniques et biologiques du bilan. L'assuré reçoit par voie postale ou en mains propres l'ensemble des résultats et la synthèse qu'en fait le médecin. Toutefois, en cas d'événements médicaux préoccupants ou graves, le résultat est remis en mains propres par le médecin examinateur, selon la procédure en vigueur dans les CES le médecin examinateur se mettra en contact avec le médecin traitant du consultant pour s'assurer de son suivi et de sa prise en charge. Le titulaire suivra les recommandations de dépôt au sein de Mon Espace Santé des documents afférents aux différentes offres conformément aux exigences du SEGUR de la santé.

Les orientations qui font suite à l'EPS visent à assurer une continuité dans la prise en charge du consultant dans le système de santé, coordonnée par le médecin traitant. Le médecin traitant est donc systématiquement (sous réserve de l'accord de l'assuré) informé par le Titulaire du marché de la réalisation de l'EPS, de son contenu, ainsi que des orientations hiérarchisées avec le consultant, selon les constats réalisés au moment de l'EPS. Les orientations font partie de l'EPS.

Une orientation médicale, sociale ou médico-sociale est proposée si nécessaire et en conformité avec les suivis socles définis dans le « référentiel de pratique de l'EPS ».

Les structures candidates décriront de façon précise dans l'offre technique, alinéa 3, les modalités qu'elles envisagent pour respecter la mise en place des suivis socles décrits dans les référentiels de l'EPS. Elles préciseront les modalités d'intervention et d'accompagnement mises en œuvre auprès des consultants.

### Suites possibles

Une coopération avec le service accompagnement en santé de la Cnam, et notamment avec la mission accompagnement santé, est attendue, l'examen de prévention en santé et ses différents temps d'échanges constituant un moment privilégié pour aborder la question de l'effectivité des soins nécessaires.

Le soutien de la mission accompagnement santé porte l'accompagnement vers une couverture assurantielle complète, une aide à s'inscrire dans un parcours de soins qui se base en premier lieu sur le recours à un médecin traitant et sur l'aide à la levée des freins économiques à la bonne réalisation des soins.

Ainsi, le Titulaire sera un détecteur privilégié de situations de renoncements et/ou de difficultés d'accès aux soins transmises à la mission accompagnement santé. Il sera un interlocuteur privilégié pour la réalisation d'un EPS pour les personnes accompagnées par la mission accompagnement santé.

Le service social de la CARSAT Hauts de France et l'échelon local du service médical sont aussi des partenaires incontournables pour le ciblage des populations précaires, l'accompagnement aux soins et la promotion d'actions de prévention en santé auprès de ces populations cibles.

Le Titulaire doit s'inscrire dans un réseau de partenaires en charge de la lutte contre la précarité pour un ciblage pertinent des populations prioritaires. Il identifie les partenariats d'aval, structures vers lesquelles s'opèrent les orientations, en accord avec l'assuré, à l'issue de l'EPS. Ces partenariats sont partagés avec la CPAM de l'Aisne et ne peuvent se mettre en place sans son accord préalable.

Les structures candidates décriront de façon précise les modalités qu'elles envisagent pour conduire ces partenariats décrits dans l'alinéa 4 de l'offre technique et préciseront les conditions de prise en compte des différentes offres de service de la CPAM de l'Aisne. Elles décriront les modèles d'expériences éventuellement engagées dans le domaine de la prise en charge des populations précaires et les réseaux sur lesquels elles peuvent s'appuyer.

Elles présenteront les modalités mises en œuvre pour la promotion de l'EPS auprès des publics à risque et/ou précaires en alinéa 3.

### Dossier médical

Les dossiers sont conservés sous format papier par le Titulaire. Les catégories d'informations traitées, dont la finalité est de gérer les dossiers de santé des consultants, sont :

- ✓ Les données d'identification : nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, sexe, NIR, etc. ;
- ✓ Les données concernant la vie personnelle : Situation familiale, situation professionnelle, risques professionnels, niveau d'études, illettrisme, modes de vie, difficultés financières, etc. ;
- ✓ Les données de santé : Résultats biologiques, ECG, mesures biométriques, tension, spirométrie, audiométrie, état de santé général du consultant, antécédents personnels, traitements en cours, IST, tabacologie, alcoologie, sérologie.

Les données proviennent des assurés et des examens de prévention en santé.

Le personnel habilité du Titulaire du marché a accès aux informations dans le strict respect du secret professionnel et dans la stricte mesure où ces données sont nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Le titulaire devra respecter les consignes en matière de conservation et d'archivage des données en vigueur dans les CES. Les dossiers sous format papier devront être restitués par le titulaire à la fin du marché à la CPAM.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » et au Règlement général sur la protection des données (RGPD), les droits d'accès, de rectification, s'exercent auprès du médecin responsable du CES, accompagnés d'une copie de la pièce d'identité.

### Déchets d'activités de soins

Le Titulaire veillera à l'élimination des déchets d'activité de soins conformément aux dispositions du décret n° 97 1048 du 06/11/1997 et de l'arrêté du 14/10/2011 modifiant les arrêtés du 7 septembre 1999 relatifs aux modalités d'entreposage et au

contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des pièces anatomiques. Il conclura, à cet effet, une convention avec une société spécialisée, dont copie sera adressée à l'Acheteur.

### Equipeement informatique

La saisie des données relatives à chaque consultant est réalisée dans le système national d'information des centres d'examens de santé « SAGES 2 ». Le Titulaire s'engage à intégrer le système national SAGES 2, spécifique à la gestion des examens de prévention en santé dès sa mise en œuvre, et à respecter les prérequis techniques nécessaires à l'utilisation de SAGES 2.

Le système automatisé pour la gestion des examens de santé intervient en effet à toutes les étapes de l'examen de prévention en santé : confirmation de rendez-vous, vérification des données administratives des consultants, examens précliniques et cliniques, édition des résultats, des synthèses et gestion des suivis des orientations post examens de santé. Il permet aussi la production d'outils standardisés : rapport d'activité, statistiques.

Le Document Individuel de Prise en Charge (DIPC) est le nom du dossier du consultant, dans l'applicatif national SAGES2. Il est saisi, mis à jour et conservé au sein de l'applicatif SAGES 2, conformément aux procédures définies par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM).

Il est destiné à :

- ✓ Attester de la prestation réalisée auprès du consultant,
- ✓ Garantir la traçabilité administrative des examens effectués,
- ✓ Faciliter le suivi médical et administratif en assurant une transmission sécurisée des informations.

À ce titre, le Titulaire du marché s'engage à :

- ✓ Saisir systématiquement le DIPC dans SAGES 2 dès la réalisation de l'Examen de Prévention en Santé (EPS),
- ✓ Garantir l'exactitude et l'exhaustivité des informations enregistrées,
- ✓ Respecter les délais de mise à jour définis par la CPAM de l'Aisne,
- ✓ Veiller à la confidentialité et à la protection des données, en conformité avec le RGPD et les règles de sécurité CNAM.

Le Titulaire du marché s'engage également à réaliser la remontée des indicateurs nécessaires au suivi de l'activité selon le tableau du paragraphe 2.1.3 « Nombre d'activité » (saisie dans l'outil CESNET par exemple).

L'équipement du centre en matériel informatique sera nécessaire afin de permettre la saisie directe des examens par les personnels du Titulaire du marché : ordinateurs portables, station d'accueil et écrans, imprimantes.

Le bâtiment est couvert par un réseau internet accessible depuis chacune des pièces. L'infrastructure réseau sera mise à disposition du Titulaire du marché mais celui-ci devra s'équiper du matériel informatique nécessaire et de l'accès à internet.

Les personnels intervenant pour réaliser les EPS de la CPAM de l'Aisne seront intégrés dans le plan de formation prévue par la CNAM pour l'utilisation de la dernière version du logiciel SAGES (à savoir SAGES 2) si besoin.

Les structures candidates devront disposer de matériels informatiques, à décrire en alinéa 2 de l'offre technique.

#### 2.1.3. Nombre d'activité

EPS	2026	2027
Nombre d'EPS	4 000	4 000
Dont nombre d'EPS PRECAIRES selon le score EPICES	2 760	2 800
Dont nombre d'EPS PRIMO CONSULTANTS (personnes n'ayant jamais réalisé d'EPS)	3 360	3 360

Cet indicateur sera suivi sous réserve d'une solution pour les CES équipés de SAGES 2

Autres missions socle	2026	2027
Entretiens individuels de prévention ou MBP	700	1 000
Nombre d'ateliers tabac	2	2
Education en santé en nombre d'ateliers	2	2
ETP nombre d'inclusions	45	50
"Tabac, ici commencez à arrêter" en nombre de consultations sevrage	25	30
Participation aux actions d'information, de prévention et d'accompagnement personnalisés (1/2 journée)	5	5

## 2.2. Variantes

Des variantes sont autorisées dans le cadre du présent marché. Elles peuvent porter notamment sur la mise en œuvre d'examens médicaux ou de prestations de suivi en téléconsultation, ou sur toute autre modalité innovante permettant d'améliorer l'accès aux soins et la qualité de la prévention.

### 2.2.1. Exigences minimales

Les prestations proposées dans le cadre d'une variante devront :

- ✓ Être conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables à la télémédecine (Code de la santé publique, décrets et arrêtés en vigueur) ;
- ✓ Garantir la confidentialité et la sécurité des données de santé, avec recours à un hébergeur certifié HDS et mise en place de protocoles conformes au RGPD ;
- ✓ Maintenir un niveau de qualité de service au moins équivalent à la prestation en présentiel, notamment en termes de disponibilité, délais de prise en charge et continuité de service ;
- ✓ Intégrer les moyens techniques nécessaires au bon déroulement des actes à distance (plateforme sécurisée, équipements adaptés, dispositif de partage sécurisé des documents médicaux).

### 2.2.2. Modalités de présentation

La variante doit être présentée dans un document distinct de l'offre de base et comprendre :

- ✓ Une description détaillée de la solution proposée (aspects techniques, organisationnels et réglementaires) ;
- ✓ Un chiffrage séparé ;
- ✓ L'analyse des impacts sur l'organisation et la continuité du service.

## Article 3 – Moyen et ressources

### 3.1. Locaux mis à disposition

L'Acheteur n'assure pas la mise à disposition de locaux pour la réalisation des examens de prévention en santé. Les examens pourront être effectués simultanément sur plusieurs sites afin de faciliter l'accès des assurés. Les locaux dédiés à la réalisation des examens devront être adaptés pour permettre la réalisation de l'ensemble des prestations prévues au cahier des charges, dans des conditions optimales pour les assurés.

Le département de l'Aisne étant étendu, les locaux devront être situés de manière à faciliter l'accueil des assurés de l'ensemble du département, avec une priorité pour les sites bien desservis par les transports en commun.

À minima, les locaux seront sur deux sites distincts dans les villes de Saint-Quentin et de Laon, facilement accessibles pour l'accueil des publics.

Afin de garantir la conformité des locaux proposés, chaque candidat devra obligatoirement fournir, en appui de son offre, un dossier de présentation des locaux, d'une **présentation vidéo** ou des **photos des locaux** envisagés. Cette documentation visuelle devra être suffisamment détaillée pour permettre à l'Acheteur de vérifier l'accessibilité, l'agencement, et la qualité des installations mises à disposition.

### 3.2. Mobilier

Le Titulaire s'engage à équiper les locaux des mobiliers et matériels suivants :

- ✓ Mobilier de bureau (bureau, caisson, fauteuil, chaises visiteurs) ;
- ✓ Armoire fermant à clé ;
- ✓ Réfrigérateur avec sonde pour la conservation des vaccins.

### 3.3. Matériel médical

Le titulaire devra fournir l'ensemble du matériel médical nécessaire à la réalisation des examens suivants :

- ✓ vision ;
- ✓ audition ;
- ✓ biométrie ;
- ✓ équipement de métrologie selon les préconisations de l'Assurance Maladie (spiromètre, ECG, audiomètre, échelle de monoyer, balance, toise) ;
- ✓ matériels nécessaires pour un examen bucco-dentaire avec fauteuil dentiste ou ORL (facultatif) ;
- ✓ électrocardiogramme ;
- ✓ divan d'examen médical ;
- ✓ fauteuil de prélèvement ;
- ✓ guéridons de soin ;
- ✓ scialytiques ;
- ✓ centrifugeuse.

Afin de garantir la qualité de la prestation, la métrologie des appareils paracliniques et des équipements de laboratoires doit être réalisée conformément à la réglementation. Elle s'applique également aux sous-traitants.

Si la procédure d'achats est réalisée hors du marché national, les équipements doivent être conformes aux normes et réglementations applicables, et soumis, pour les appareils le nécessitant, à un contrôle par un organisme agréé. Le Titulaire s'engage à mettre les attestations de conformité et de contrôle à disposition de la caisse primaire.

A défaut de production de ces documents, et sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, l'Acheteur pourra lui demander de retirer les matériels non conformes au profit de matériels agréés.

Dans les dix jours suivant la notification d'attribution du marché au Titulaire, celui-ci s'engage à fournir les attestations sus mentionnées.

L'ensemble des matériels devra avoir été décrit dans l'offre technique en alinéa 2.

### 3.4. Ressources humaines

La réalisation de l'EPS exige la présence a minima des personnels suivants : personnel administratif, médecin(s) et infirmier(s), et éventuellement d'un dentiste pour l'examen bucco-dentaire.

De plus, la présence sur site d'un médecin responsable – ou, à défaut, d'un médecin référent si le médecin n'est pas en responsabilité hiérarchique de l'équipe – est exigé pour assurer l'animation et le fonctionnement du service et des interfaces, et le relais des informations médicales.

L'Acheteur veillera à la formation des professionnels afin de garantir le respect des cahiers des charges définis et la pertinence des actions. Ces formations seront de manière privilégiée coordonnées et dispensées par l'AM.

Des temps d'échange et de réunion seront programmés avec l'ensemble des personnels. Des temps de coordination et de concertation seront partagés avec les services et partenaires de la CPAM (service accompagnement en santé dont mission accompagnement santé et prévention, service social de la CARSAT, échelon local du service médical...).

Les structures candidates décriront les fonctions et statuts des personnels et présenteront le plan de formation continue, les modalités retenues d'organisation de la formation et de l'information des personnels en interne, en alinéa 1 de l'offre technique.

#### Article 4 – Organisation du site

##### 4.1. Horaires d'ouverture

Les horaires d'ouverture au public seront précisés dans la réponse et permettront la réalisation des prestations selon les volumes souhaités.

L'accueil est assuré par le personnel du Titulaire du marché.

##### 4.2. Démarrage de l'activité

Le Titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour commencer son activité à compter du premier jour du marché.

#### Article 5 – Obligation en matière de gestion

##### 5.1. Dispositions générales

Le marché qui sera notifié entre l'Acheteur et le Titulaire définit les dispositions générales en matière de gestion et ses relations avec l'Acheteur.

Il prévoit notamment :

- ✓ Les modalités d'organisation du centre ;
- ✓ Les instances communes de coordination et leurs missions ;
- ✓ Les obligations du Titulaire (notamment dans le domaine de la qualité) et de l'Acheteur pour la réalisation des bilans ;
- ✓ Les dispositions générales en matière budgétaire et de rémunération du Titulaire ;
- ✓ Les conditions de réalisation de l'examen de prévention en santé : organisation, déroulement, populations cibles ;
- ✓ La fourniture par le Titulaire d'un certain nombre d'éléments relatifs à son activité : statistiques d'activité, rapport d'activité ;
- ✓ L'exercice du contrôle de la CPAM et des autorités de tutelle.

Le marché qui sera notifié avec le Titulaire aura une durée d'un an renouvelable 1 fois maximum pour une durée globale de deux ans maximum, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2027.

En tout état de cause, le marché cessera de produire ses effets au plus tard au **31 décembre 2027**.

##### 5.2. Description des prestations et modalités de chiffrage

Les candidats doivent compléter le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) en indiquant les prix unitaires pour chaque poste de prestation décrit dans le présent cahier des charges.

Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) joint aux documents de consultation fournit une estimation des quantités probables pour chaque prestation. Ces quantités sont fournies à titre indicatif pour permettre une évaluation des offres et ne préjugent pas des quantités finales réellement commandées.

Les quantités effectivement exécutées pourront varier à la hausse ou à la baisse par rapport à celles mentionnées dans le DQE, sans que cette variation constitue une modification substantielle du marché.

##### 5.3. Sous Traitance

- ✓ Sous-traitance à la demande du Titulaire du marché : Le Titulaire du marché devra déclarer et faire valider toute demande de sous-traitance en complétant le DC4.
- ✓ Sous traitance liée aux analyses des prélèvements biologiques : le Titulaire s'engage à respecter les termes du marché conclu pour l'analyse des prélèvements biologiques.

## Article 6 – Suivi de l'activité

### 6.1. Rapport d'activité

Chaque année, avant le 31 mars, le Titulaire fournit à l'Acheteur le rapport d'activité de l'exercice N-1. Celui-ci doit être conforme aux normes définies par la CNAM.

Ce document permet d'analyser :

- ✓ L'activité du centre d'examens de santé et les publics reçus (personnes en situation de précarité, tranches d'âges, etc.) ;
- ✓ Les moyens humains et matériels du centre ;
- ✓ Les résultats comptables et financiers de l'exercice ;
- ✓ Les différentes masses financières : Dépenses RH par catégorie de métiers liées aux personnels médical et administratif en contact avec les assurés selon les différentes prestations / sans contact avec les assurés, les frais de gestion, les frais liés à la structure en investissement et en fonctionnement.
- ✓ Les données constatées lors des bilans sur le plan comportemental (par exemple et en fonction des possibilités d'extraction de SAGES2 : consommation d'alcool, de tabac, recours aux soins, etc.).

L'ensemble des données recueillies doit permettre de rédiger un rapport d'analyse de la population observée et de donner éventuellement des pistes pour engager des actions d'éducation pour la santé.

Sur ce dernier point, une partie spécifique du rapport d'activité précise les actions engagées et les résultats obtenus.

Le Titulaire s'engage à expliciter chaque année de manière comparative les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus.

### 6.2. Statistiques

Chaque mois, le Titulaire fournit à l'Acheteur les statistiques d'activité, le nombre d'examens effectués, la répartition par cible des examens (prioritaires, précaires, autres catégories de bénéficiaires).

Par ailleurs, il sera possible pour la CPAM d'accéder aux statistiques proposées par les outils en place (CESNET ou SAGES2/JASPER) afin de procéder à un suivi régulier de l'activité.

Chaque trimestre, une ventilation du nombre d'examens, de la typologie des actes, des profils des consultants est renseignée.

Le Titulaire répondra aux exigences de l'Acheteur en matière de statistiques grâce à l'utilisation des outils mis à disposition selon une fréquence convenue.

En fin d'année, une statistique d'activité générale doit être présentée à l'Acheteur et ce, avant le 30 janvier N+1, qui sera formalisé par la suite à travers un rapport d'activité.

Les statistiques ainsi établies doivent permettre au Titulaire de tenir un tableau de bord de son activité.

Le Titulaire s'engage à participer aux enquêtes demandées par la CNAM et/ou le Cetaf dans le cadre de ses missions.

### 6.3. Instance de suivi et de coordination

Les parties conviennent d'échanger et de suivre l'activité a minima trois fois par an, une fois par quadrimestre, ou plus selon les besoins.

Les modalités de suivi statistiques et de coordination envisagé avec la CPAM de l'Aisne seront précisées alinéa 5 de l'offre.
---

## **Article 7 – Qualité de service**

### **7.1. Accueil du public**

Le Titulaire s'engage à réaliser la totalité de l'accueil des consultants, dès le démarrage de l'activité du centre.

Pour les personnes en situation de fragilité il prendra les dispositions adéquates en vue de faciliter leur accueil et de leur apporter l'aide nécessaire dans le remplissage du questionnaire, ainsi que dans la compréhension des différents examens subis.

Le Titulaire prendra par ailleurs toutes mesures destinées à mesurer de manière régulière la satisfaction des consultants (questionnaire de satisfaction proposées par l'AMnotamment), tant au regard de l'accueil qu'à celui de l'examen, et en tiendra l'Acheteur informé.

Le Titulaire appliquera l'ensemble des consignes et recommandations nationales formalisées par l'AMen matière de qualité de service apporté au public.

### **7.2. Démarche qualité**

La Cnam est responsable du traitement des données personnelles mis en œuvre pour la réalisation des examens de prévention en santé au travers notamment de la mise à disposition de l'outil SAGES2, le Titulaire agissant en qualité de sous-traitant.

A ce titre, il s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou tout sous-traitant, qu'elle aura préalablement déclaré, pour la réalisation des missions confiées.

Le Titulaire s'engage à rédiger un Plan d'assurance sécurité visant à garantir la protection des données personnelles et la confidentialité des données, et à assurer la conformité du traitement des données au RGPD.

Les modalités de suivi de la qualité seront précisées en alinéa 5 de l'offre technique.
---